



N° 2023 -BU-110

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU BUREAU**

L'an deux mille vingt-trois, le Jeudi 5 Octobre, à dix-sept heures, le Bureau communautaire de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de réunion du site administratif de Cercy-la-Tour sous la Présidence de Serge CAILLOT.

Présents :

Serge CAILLOT, Jean-Christophe SAVE, Antoine-Audoine MAGGIAR, Annick BERTRAND, Didier BOURLON, Michel MARIE, Marie-Claire RANVIER (départ 20h), David BONGARD (départ 18h45),

Absents excusés : Michel MULOT, Pierre TISSIER-MARLOT, Dominique STRIESKA, Jean-Paul LAMBOURG, Serge DUCREUZOT

Étaient également présents : Maëlle GRANGEON, DGS.

Secrétaire de séance : Antoine-Audoine MAGGIAR

Envoyé en préfecture le 06/11/2023

Reçu en préfecture le 06/11/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20231005-2023_BU_110-DE



Nombre de membres :

- Afférents au bureau communautaire : 13
- Présents : 8
- Procurations : 0
- Qui ont pris part à la délibération : 8

Santé

Bail de la SISA Maison de Santé de Châtillon en Bazois

N° 2023-BU-110

Monsieur le Président explique que, après de nombreux échanges et réunions avec les professionnels de la SISA (infirmières et Docteur HESSEL), un projet de bail a été arrêté.

Il présente les caractéristiques principales suivantes :

- 1-1 : BUREAU numéro 3 au plan ci-annexé.

A usage de cabinet infirmier d'une surface de 33.47 m² pour une occupation à temps complet
Le local sera occupé par les infirmières : Mme GIRAUD Stéphanie et Mme CREPIN Magnolia.

- 1-2 : Bureau numéro 2 au plan annexé.

A usage de cabinet médical de consultation de 33.05m² pour une occupation à temps complet
Le local sera occupé par le docteur HESSEL Natacha.

-1-3 : Bureau numéro 4 au plan annexé.

A usage de secrétariat de 15.13 m² pour une occupation à temps complet
Le local sera occupé par le docteur HESSEL Natacha.

.../...

-1-4 : Bureau numéro 1 au plan annexé

A usage de bureau de 30.34 m² pour la SISA pour une occupation à temps complet

-1-5 : Bureau numéro 9 au plan annexé

Dit « salle de petites urgences », d'une surface de 22.75 m², sans usage pour trois quart de temps, et pour un quart de temps, des consultations d'internes, et non soumis à facturation ni paiement de charges.

L'ensemble facturé correspondant à une surface de 111.99 m² sur une surface totale du bâtiment de 473.44 m², hors communs et circulations.

Le loyer mensuel est fixé à 6,64 € HT par m², soit 743.61 € HT soit 892,34 € TTC pour une surface totale affecté de 111,99 m².

Le loyer n'entend pas les charges, celles-ci seront facturées en dehors du loyer, et représenteront pour la SISA 23.65 % de la somme aux vues de la surface totale soit 473.44 m² des surfaces louées. (Voir tableau des surfaces infra).

En ce qui concerne la maintenance de l'ascenseur, la SISA prendra en charge, sur présentation de la facture, les dépenses au prorata des surfaces concernées (facturé : bureau 1, 2 non facturé bureau 9), qui sont pour la SISA de 73,45 % du coût de la maintenance.

Le Centre Social assurant par lui-même l'entretien et le ménage, ainsi que le paiement direct de la redevance d'ordures ménagères (REOM), les surfaces qu'il occupe ne sont pas comprises dans le calcul des charges d'entretien et d'ordures ménagères.

Elles représenteront pour la SISA 38,00 % de la somme au vu de la surface totale soit 294.68 m², des surfaces louées avec déductions du centre social.

Vue synthétique :

Nom du bureau	Utilisateur	Remarques	m ²	Ratios sur ensemble du bâtiment
Bureau 1	SISA	Accès monte-charge	30,34	6,41%
Bureau 2	SISA	Accès monte-charge	33,05	6,98%
Bureau 3	SISA		33,47	7,07%
bureau 4	SISA		15,13	3,20%
bureau 9 (Salle des urgences)	SISA non facturé ni charges ni loyers	Accès monte-charge non facturé	22,75	4,81%
<i>Sous Total Bail</i>			<i>134,74</i>	<i>28,46%</i>
<i>Sous Total facturé</i>			<i>111,99</i>	<i>23,65%</i>
bureau 5	Autres		54	11,41%
bureau 6	Autres		15	3,17%
bureau 7	Autres		56,94	12,03%
bureau 8	Autres		34	7,18%
TOTAL MAISON DE SANTE			294,68	62,24%
CENTRE SOCIAL	Centre Social		178,76	37,76%
	Total		473,44	100,00%

Envoyé en préfecture le 06/11/2023

Reçu en préfecture le 06/11/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20231005-2023_BU_110-DE



Si accord définitif des parties, le bail pourrait rentrer en vigueur au 1^{er} novembre 2023.

Après en avoir délibéré, le bureau communautaire, à l'unanimité, autorise Monsieur le Président à signer le bail avec la SISA.

Envoyé en préfecture le 06/11/2023

Reçu en préfecture le 06/11/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20231005-2023_BU_110-DE

S²LO

**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 5 Octobre 2023**

**Le Secrétaire de Séance,
Antoine-Audoin MAGGIAR.**



**Le Président,
Serge CAILLOT.**

**Pr le Président,
le Vice-Président**

DAVID BONCARD

BAIL DE LOCATION A TITRE PROFESSIONNEL

ENTRE

LA COMMUNAUTE DES COMMUNES
BAZOIS LOIRE MORVAN

ET

SISA MULTI SITES BAZOIS MORVAN

MAISON DE SANTE DE CHATILLON EN BAZOIS

Entre les soussignés (le bailleur),

La communauté de commune Bazois Loire Morvan (CCBLM), 11place la Fayette 58 290 MOULINS ENGILBERT, SIRET 200 867 882 00015, représentée par le président, Serge CAILLOT, habilité par délibération du bureau communautaire en date de 29 juin 2023,

Ci-après dénommé le Bailleur, titulaire d'un bail emphytéotique d'une partie du bâtiment par le conseil Général de la Nièvre, pour une durée de 99ans.

D'une part,

Et, (le locataire)

La SISA MULTI SITES BAZOIS MORVAN, 9 avenue François MITTERAND 58 290 MOULINS ENGILBERT, SIRET 917 896 805 00012, représentée par 3 co-gérants :

Gérant



M Paul BERNARD

Gère depuis le 30-07-2022



MME Beatrice DELAQUERRIERE

Gère depuis le 30-07-2022



MME Nacera OUNNAS

Gère depuis le 30-07-2022

-Nacéra OUNNAS VERSPIEREN

-Paul BERNARD

- Béatrice DELAQUERRIERE

e-mail : bazoismorvan.sante@gmail.com

Préalablement

Il est convenu :

BT



-Qu'en cas de pluralité de locataires du présent bail, il y aura solidarité entre eux dans les droits et obligations résultant respectivement, à leur profit ou à leur encontre, des stipulations du présent acte ;

-Que les dénominations « Bailleur », « locataire », s'appliqueront pareillement qu'il s'agisse de personne physique ou morales, de même qu'en cas de représentation totale ou partielle de ces personnes mandataire, sans que, en cas de pluralité dans les parties, cette dénomination, au singulier, puisse nuire au caractère solidaire des obligations qui leur incombent, leur solidarité étant expressément stipulée et acceptée ;

-Que le bail qui va suivre, en dehors des stipulations du présent contrat et compte tenu de la destination prévue plus loin, est régi par l'article 57 A de la loi numéro 86-1290 du 23 décembre 1986.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Le Bailleur donne à la location pour un usage exclusivement aux professionnels de santé à temps complet. Les locaux ci-après désignés au Locataire aux conditions fixées par le présent contrat de bail soumis aux conditions du code civil, ainsi qu'à celle de l'article 57 A de la loi numéro 86-1290 du 23 décembre 1986 modifié.

ARTICLE 1 : DESIGNATION

Dans un ensemble immobilier situé : 1 BIS RUE DE LA PICHEROTTE -58 110 CHATILLON EN BAZOIS, dépendant de la parcelle AC 95 pour 717m² et AC 289 POUR 419M² (suivant cadastre annexé) :

1) la partie louée au locataire :

- 1-1 : BUREAU numéro 3 au plan ci-annexé.

A usage de cabinet infirmier d'une surface de 33.47 m² pour une occupation à temps complet

Le local sera occupé par les infirmières : Mme GIRAUD Stéphanie et Mme CREPIN Magnolia.

- 1-2 : Bureau numéro 2 au plan annexé.

A usage de cabinet médical de consultation de 33.05m² pour une occupation à temps complet

Le local sera occupé par le docteur HESSEL Natacha.

-1-3 : Bureau numéro 4 au plan annexé.

A usage de secrétariat de 15.13 m² pour une occupation à temps complet

Le local sera occupé par le docteur HESSEL Natacha.

-1-4 : Bureau numéro 1 au plan annexé

A usage de bureau de 30.34 m² pour la SISA pour une occupation à temps complet

BD



-1-5 : Bureau numéro 9 au plan annexé

Dit « salle de petites urgences », d'une surface de 22.75 m², sans usage pour trois quart de temps, et pour un quart de temps, des consultations d'internes, et non soumis à facturation ni paiement de charges.

L'ensemble facturé correspondant à une surface de 111.99 m² sur une surface totale du bâtiment de 473.44 m², hors communs et circulations.

2) AYANT DROIT COMMUN

Les droits afférents dans des espaces mutualisés, lesquels droits sont définis au tableau ci-après visé et annexés aux présentes, correspondant à des parties communes à l'ensemble des locataires du bâtiment.

-sanitaires

-salles d'attentes

-dégagement

-salle d'attente (au-dessus du monte-charge)

-monte-charge

-En outre, le locataire aura l'utilisation et la jouissance des équipements extérieur à usage commun à l'ensemble des occupants, à savoir espaces verts, parkings.

-les espaces verts attenants au bâtiment ainsi que le parking font partie des charges du locataire.

Le locataire déclare avoir une parfaite connaissance des lieux pour les avoir vus et visités.

Le locataire devra utiliser les équipements et accessoires mutualisés ci-dessus énumérés et communs en respectant le droit d'usage concurrent des autres occupants, de telle façon que le bailleur ne soit jamais inquiété à cet égard pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 2 : DESTINATION DES LOCAUX

Les locaux sont loués pour un usage uniquement professionnel.

Le locataire déclare installé en lieu et place des professionnels de santé.

Il s'engage à obtenir toutes les autorisations des professionnels de santé, exigées par la réglementation pour pouvoir y faire exercer régulièrement les professions dans les locaux loués.

ARTICLE 3 : ETAT DES LIEUX

Un état des lieux sera réalisé de manière contradictoire lors de l'entrée en jouissance du locataire par document séparé.

- Un état des locaux à l'amiable sera dressé à la remise des clés conformément à l'article 57 B de la loi N° 86-1290 du 23 décembre 1986.
- Si l'état des lieux ne peut être établi à l'amiable, il sera établi par un huissier de justice, sur l'initiative de la partie la plus diligente, à frais partagés, moitié bailleur et moitié locataire.

ARTICLE 4 : DUREE

Le présent contrat est conclu pour une durée de six ans (6 ans) à compter du 1^{er} novembre 2023, à condition que l'état des lieux visé à l'article 3 soit effectué.

ARTICLE 5 : LOYER – CHARGES – INDEXATION

Le loyer mensuel est fixé à 6.64 € HT par m², soit 743.61 € HT soit 892,34 € TTC pour une surface totale affectée de 111.99 m².

Le loyer sera réévalué au 01 juillet de chaque année, en fonction de la variation de l'indice des loyers des activités tertiaires (I.L.A.T) publié par l'INSEE.

Le loyer n'entend pas les charges, celles-ci seront facturées en dehors du loyer, et sont réparties de la manière suivante :

- **CHARGES TOUTS OCCUPANTS DES ESPACES COMMUNS DE LA MAISON DE SANTE**

Les charges tous occupants sont :

Chauffage et entretien de la chaudière.

Electricité

Eau et assainissement

Maintenance et contrôles périodiques

Entretien des abords

Et les dépenses d'entretien dans le cadre du décret n° 87-712 du 26 août 1987

Et représenteront pour la SISA 23.65 % de la somme aux vues de la surface totale soit 473.44 M² des surfaces louées. (Voir tableau des surfaces infra).

En ce qui concerne la maintenance de l'ascenseur, la SISA prendra en charge, sur présentation de la facture, les dépenses au prorata des surfaces concernées (facturé : bureau 1, 2 non facturé bureau 9), qui sont pour la SISA de 73.45 % du coût de la maintenance.

- CHARGES OCCUPANTS HORS CENTRE SOCIAL

Le Centre Social assurant par lui-même l'entretien et le ménage, ainsi que le paiement direct de la redevance d'ordures ménagères (REOM), les surfaces qu'il occupe ne sont pas comprises dans le calcul des charges d'entretien et d'ordures ménagères.

Le titulaire du présent bail payera ainsi sur cette base:

Les dépenses de fournitures de ménage, et personnel d'entretien.

Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères

Elles représenteront pour la SISA 38.00 % de la somme au vu de la surface totale soit 294.68 m², des surfaces louées avec déductions du centre social. (Voir tableau des surface annexées).

Toutefois, ces charges ne comprennent pas le téléphone, les coûts de gestion informatique nécessaires à l'exercice des actes des professionnels de santé, ni ceux lié au ménage des espaces des professionnels (salle de soins, salle de consultation, bureau, secrétariat...).

Tableau de synthèse de prorata et de facturation des charges par rapport à l'ensemble de la maison de santé

Nom du bureau	Utilisateur	Remarques	m2	Ratios sur ensemble du bâtiment	Ratios hors centre social
Bureau 1	SISA	Accès monte-charge	30,34	6,41%	10,30%
Bureau 2	SISA	Accès monte-charge	33,05	6,98%	11,22%
Bureau 3	SISA		33,47	7,07%	11,36%
bureau 4	SISA		15,13	3,20%	5,13%
bureau 9 (Salle des urgences)	SISA non facturé ni charges ni loyers	Accès monte-charge non facturé	22,75	4,81%	7,72%
<i>Sous Total Bail</i>			134,74	28,46%	45,72%
<i>Sous Total facturé</i>			111,99	23,65%	38,00%
bureau 5	Autres		54	11,41%	18,32%
bureau 6	Autres		15	3,17%	5,09%
bureau 7	Autres		56,94	12,03%	19,32%
bureau 8	Autres		34	7,18%	11,54%
TOTAL MAISON DE SANTE			294,68	62,24%	100,00%
CENTRE SOCIAL	Centre Social		178,76	37,76%	
	Total		473,44	100,00%	

Le studio fait l'objet d'une identification et d'une facturation à part.

ARTICLE 6 : DEPOT DE GARANTIE

Le locataire est dispensé du versement d'un dépôt de garantie.

ARTICLE 7 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du présent contrat, le bailleur élit domicile à l'adresse de son siège.

En cas de changement, il s'engage à communiquer au locataire sa nouvelle adresse dans les meilleurs délais.

Pour l'exécution du présent contrat, le locataire élit domicile à l'adresse de son siège.

En cas de changement, il s'engage à communiquer au bailleur sa nouvelle adresse, et tout changement affectant son fonctionnement.

ARTICLE 8 : OBLIGATION DU BAILLEUR

Le bailleur s'engage :

- A remettre au locataire un local décent en bon état d'usage et de réparation, ainsi que les éventuels équipements mentionnés au présent contrat, en bon état de fonctionnement ;

- à assurer au locataire la jouissance paisible des lieux loués et à le garantir des vices ou défauts de nature à y faire obstacle ;

- à entretenir les locaux en état de servir à l'usage prévu par le contrat et à y faire toutes les réparations, autres que locatives nécessaires au maintien en état et à l'entretenir normal des locaux loué (grosses réparations de l'immeuble).

Lorsque l'ensemble immobilier devra faire l'objet de travaux, le professionnel de santé en sera informé. Etant précisé qu'hormis une remise sur le loyer, en cas de sinistre et de travaux, le professionnel de santé ne pourra réclamer au bailleur aucune indemnité pour privation de jouissance le temps nécessaire aux réparations et/ou à la reconstruction.

Le bailleur mettra en place les mesures, les services et les moyens de sécurité que lui impose la réglementation en vigueur.

ARTICLE 9 : OBLIGATION DU LOCATAIRE

Le locataire s'oblige :

- à respecter la destination des locaux loués

- à payer le loyer et diverses charges aux termes convenus

- à garnir suffisamment les lieux loués, afin qu'à défaut de respect de ses obligations, le bailleur puisse user du privilège qu'il tient de l'article 2102 du code civil.

BD

- à répondre des dégradations et des pertes qui surviennent pendant la durée du bail, sauf cas de forces majeure, faute du bailleur ou fait d'un tiers qu'il n'a pas introduit dans les locaux.

- à laisser exécuter dans les lieux loués les travaux d'amélioration des parties communes ou privatives.

- à ne pas transformer les locaux et équipements loués sans l'accord préalable et écrit du bailleur.

- à prendre à sa charge l'entretien courant du local et de ses équipements et à réaliser les menues réparations. A cet égard, les parties conviennent expressément de prendre pour référence, comme constituant des réparations locatives à la charge du locataire, les dépenses retenues par le décret n° 87-712 du 26 août 1987 pris en application de l'article 7 de la loi n° 86- 1290 du 23 décembre 1986.

En outre, il est ci-après, littéralement rapporté les obligations convenues avec l'ensemble des occupants :

-Le professionnel de santé s'engage à respecter les dispositions suivantes :

-Ne pas nuire à la sécurité des personnes et des biens.

-Ne pas utiliser d'appareils dangereux, ni détenir des produits explosifs ou inflammables autres que ceux d'un usage courant, autorisés par les règlements de sécurité.

-Ne pas transformer les locaux et équipement loués sans le consentement préalable, exprès et par écrit au bailleur et, si elle juge bon, sous la surveillance d'un architecte.

-Prendre en compte les règlements sanitaires en vigueur sur la déclaration des maladies contagieuses, la destruction des parasites, rats, souris et insectes, le nettoyage et la désinfections.

-Laisser pénétrer dans les lieux loués les représentants de la C.C.B.L.M ou toutes personnes mandatées sur justificatifs de leur qualité, chaque fois que cela sera nécessaire pour la sécurité, la salubrité collective ou autre.

ARTICLE 10 : ASSURANCE

Le locataire s'engage à assurer contre les risques dont il doit répondre en sa qualité, à savoir :

-assurance couvrant les risques locatifs (incendie, explosions, dégâts des eaux, risques locatifs

-assurance couvrant le risque « recours des voisins »

-assurance responsabilité civile occupant partiel d'immeuble.

Le locataire justifie de cette obligation lors de la remise des clés, puis chaque année par la remise au bailleur d'une attestation d'assurance.

Le locataire devra déclarer immédiatement à sa compagnie d'assurances et au bailleur tout sinistre ou dégradation se produisant dans les lieux loués, sous peine d'être rendu personnellement responsable du défaut de déclaration en temps utile.

ARTICLE 11 : EXONERATION DE RESPONSABILITE

BT

Я

Le bailleur décline toute responsabilité à raison des vols qui pourraient être commis dans les lieux loués au locataire, le locataire déclarant expressément accepter cette dérogation à toute jurisprudence contraire qui pourrait prévaloir.

Le bailleur est exonéré de toute responsabilité, même sous forme de réduction de loyer, dans le cas où, par fait de force majeure, il y aura interruption de fourniture d'eau, électricité,

ARTICLE 12 : CONDITION PARTICULIERES

Par dérogation à l'article 1722 du code civil, au cas de destruction par suite d'incendie ou tout autre évènement criminel ou climatique, de la majeure partie des lieux loués, le locataire renonce expressément à user de la faculté de maintenir le bail moyennant une diminution des loyers, en conséquence, le bail sera résilié de plein droit sauf accord formel du bailleur pour le maintenir.

Le professionnel de santé peut apposer sa plaque professionnelle à l'emplacement prévu conformément à l'article R.4127-81.

En cas de départ, le bailleur mettra tout œuvre pour que le professionnel puisse laisser sa plaque, indiquant sa nouvelle adresse d'exercice ou notifiant à qui les patients doivent s'adresser et cela pendant une période de 6 mois.

ARTICLE 13 : CLAUSE RESOLUTOIRE

13 - 1 : DEFAUT DE PAIEMENT DE LOYER : à défaut de paiement de loyer au termes convenus, il est prévu que le bail sera résilié de plein droit après mise en demeure par lettre recommandée.

13 - 2 : DEFAUT D'ASSURANCE : à défaut d'assurance des risques locatifs par le locataire, il est prévu que le bail soit résilié de plein droit un mois après un commandement en lettre recommandé infructueux.

ARTICLE 14 CONGES

14 - 1 CONGE PAR LE BAILLEUR

- S'il ne souhaite pas poursuivre le contrat de bail, le bailleur devra donner congé à son locataire, par lettre recommandée ou par huissier, au plus tard six mois avant l'expiration du bail ou de la période de reconduction.

14 - 2 CONGE PAR LE LOCATAIRE

- Le locataire pourra, à tout moment du bail, notifier au bailleur, par lettre recommandée ou par huissier, son intention de quitter le ou les locaux en respectant un délai de six mois.

14 - 3 RECONDUCTION

- A défaut de congé par les parties dans les conditions prévues ci-dessus, le contrat est reconduit tacitement pour la même durée que celle initialement convenue, soit six ans.

ARTICLE 15 - DIAGNOSTICS

BD

15 – 1 SITUATION DES LOCAUX AU REGARD DES RISQUES NATURELS, TECHNOLOGIQUES, MINIERES, et SONORES. (E.R.N.T.M.S)

- En application de la loi du 30 juillet 2003 et de l'article R 125-26 du code de l'environnement, le bailleur déclare que le bien loué sur la commune de CHATILLON EN BAZOIS cadastré AC 95 et AC 289 n'est pas reconnu pour :
 - Pas de préventions de risque minier.
 - pas de risque naturel reconnu
 - pas concerné par un plan d'exposition aux bruits d'aéroport.
 - pas en pollutions de sols
 - pas en risque technologiques.

Cependant le bien loué est en périmètre :

- d'un site classé en protection de l'environnement
- de 4 sites potentiellement pollués.

Le dit bien est situé sur une commune figurante dans l'atlas des zones inondable.

Le locataire prendra connaissance de ces risques, ainsi que des arrêtés de catastrophe naturels pris sur cette commune ces dernières décennies.

- Sécheresse en 2003 et 2018
- Inondation coulée de boue en 1999 et 1982
- Mouvement de terrain 1999
- Tempête en 1982

Le locataire déclare avoir été informé de cette situation et s'oblige à en faire son affaire personnelle sans recours contre le bailleur.

15 -2 DIAGNOSTIC PERFORMANCE ENERGETIQUE (D.P.E)

Conformément aux articles L 134 – 1 , l 271-4 et l-271-6 suivants du code de la construction et de l'habitation, un diagnostic de performance énergétique (D.P.E) a été réalisé sur l'immeuble objet des présente par le diagnostiqueur :le

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des résultats de ce diagnostic, lequel n'a qu'une valeur informelle.

15 – 3 DIAGNOSTIC AMIANTE

Conformément aux article 1334 -13 et article 1334- 29- 5 du code de la santé publique, un diagnostic amiante a été réalisé sur l'immeuble objet des présentes par le Diagnostiqueur :
le

Le rapport fait part d'absence d'amiante

L'occupant déclare faire son affaire personnelle des résultats de ce diagnostic, lequel n'a qu'une valeur informelle.

15 – 4 DIAGNOSTIC ELECTRIQUE ET SECURITAIRE (rapport périodique)

Le bailleur s'engage à faire passer une fois par ans un expert pour établir un rapport de VERIFICATION EN EXPLOITATION au titre de réglementation de sécurité concernant les établissements recevant du public, en application de l'article R 4226-16 et l'article PE 4 § 2. Le locataire lui laissera libre accès.

Le bail est établi en deux exemplaires originaux détenus par chacune des parties.

Il comprend les annexes suivantes :

- Plan du bâtiment avec numéros de lots
- Etat des lieux
- Les différents diagnostics techniques
 - *Amiante
 - *D.P.E
 - *E.R.N.T.M.S
 - *Rapport sécuritaire
- Cadastre

Fait à CHATILLON EN BAZOIS (58 110)

Le 30 septembre 2023,

Pour le bailleur

Pour le locataire

Président de la C.C.B.L.M

Serge CAILLOT
Pr le Président, le Vice-Président DAVID BONGARD



co-gérant de la SISA

Nacéra Ounnas VERSPIEREN	
-Paul BERNARD	
Béatrice DELAQUERRIERE	<p>SISA BAZOIS MORYAN DOCTEUR DELAQUERRIERE bazoisamoryan@gmail.com 9, Avenue François Authiermond 58290 MOULIN-ENGILBERT</p>